

2022 : faire renaître l'espoir pour répondre à l'attente du peuple

Il n'est pas nécessaire ici de rappeler la situation dégradée dans laquelle se trouve notre pays et plus largement la planète. La bourgeoisie la plus réactionnaire est à l'offensive partout et partout progresse. Elle contrôle l'essentiel des instruments du pouvoir, qu'ils soient politiques, médiatiques, économiques, juridiques ou policiers, et ne cherche même plus à faire illusion sur le fait qu'elle ne les utilise qu'à son profit immédiat. Pour régner sans partage, elle doit néanmoins achever de vider complètement de leur sens les quelques moments de respiration démocratique, aussi imparfaits, affaiblis et dénaturés soient-ils, permis par la constitution de la 5ème république. Pour cela, sa stratégie est claire : 1/ écarter de la politique et du vote ceux qui ont le plus besoin de changement, par tous les moyens à sa disposition, ce qui inclut le « pas d'alternative », le mensonge, la séduction, la restriction des libertés et la falsification du débat politique ; 2/ enfermer ceux qui n'auront pas renoncé à leur droit de vote dans le faux dilemme d'avoir à choisir entre une droite et une droite extrême qu'il devient de plus en plus difficile de différencier. La cohérence de cette stratégie est limpide : il s'agit d'écraser dans l'œuf tout espoir d'un possible changement, et de dévoyer vers l'extrême droite les votes « contestataires ». Mais cette cohérence est aussi son point de faiblesse : si les forces de changement sont capables de faire renaître l'espoir d'un vrai bouleversement politique, cette stratégie destructrice sera irrémédiablement battue.

Notre contribution s'appuie sur cette conviction. Nous ne discuterons pas ici tous les arguments qui pourront être opposés à notre propos : l'espoir sans contenu suffisamment exigeant peut être un piège, l'espoir peut être dévoyé et même trahi, la bataille politique ne se réduit pas aux élections... Tout cela est vrai, l'histoire nous l'a amplement démontré. Mais cela ne change pas le constat : lors des élections à venir, qui sont que l'on le veuille ou non un passage obligé de la vie politique dans nos institutions, les forces de changement ne se mobiliseront pas ou s'éparpilleront dans des votes sans débouchés politiques si elles sont sans espoir de pouvoir enfin peser sur le cours des événements. Et les institutions sont telles qu'il est illusoire d'espérer gagner les élections législatives sans que les forces de changement ne soient représentées au 2ème tour des élections présidentielles.

Partager ce constat nous impose d'aller au bout de la logique : lors des élections de 2022, le PCF doit tout faire pour empêcher que ne se réalise le scénario rêvé de la bourgeoisie, à savoir un deuxième tour Macron / Le Pen.

Nous savons tous que l'idée communiste est toujours d'actualité et qu'elle est la seule véritable réponse pérenne à apporter à la violence capitaliste. Si le communisme est largement décrié dans notre société par la propagande bourgeoise et à cause de ses échecs du XXe siècle, le peuple adhère pour une large part aux valeurs qu'il porte : liberté, justice sociale, défense des conquêtes sociales, défense et extension des biens communs, etc.

Cette part du peuple aspire à un autre régime politique et économique. Cette aspiration s'exprime dans les nombreuses luttes en cours et probablement dans une partie de l'abstention par refus de participer à un système qui ne le représente pas.

C'est à ce besoin d'un autre régime politique et économique qu'il est de notre devoir en tant que communiste de répondre.

L'histoire nous apprend que de très grandes conquêtes sociales sont possibles lorsque le parti est en alliance avec d'autres forces politiques, y compris celles issues de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie progressiste. Par ailleurs, notre faiblesse actuelle nous empêche de pouvoir répondre seul à l'attente légitime du peuple. Devant l'urgence d'arracher le pouvoir aux forces les plus libérales et réactionnaires, la nécessité du rassemblement s'impose donc.

Pour se renforcer, pour renforcer le camp du peuple, le parti doit d'abord œuvrer au rassemblement de toutes les forces anticapitalistes, y compris celles que l'on trouve dans les autres organisations, dans une partie des Insoumis, des écologistes, dans les syndicats et les associations (quelles que soient les mesquineries et les calculs à court terme des uns ou des autres).

Mais pour proposer au peuple une alternative crédible, nous devons rassembler au-delà de ces militants plus ou moins proches de nous, et construire une alliance avec toutes les forces politiques progressistes qui s'opposent aux politiques néolibérales appliquées depuis des décennies dans notre pays .

Il n'est pas question dans ce projet d'effacer le parti communiste, ni de le dissoudre dans une coalition électoraliste sans objectif clair, ni de ne servir que de force supplétive aux ambitions du PS, des Verts ou de LFI. Nous devons d'une part, exiger une alliance sur un programme transformateur, conforme aux principes essentiels de notre programme la France en commun, et d'autre part exiger une alliance dans le respect de chaque force politique.

Pour atteindre ces objectifs, nous proposons :

1/ que notre secrétaire national se présente comme le candidat de rassemblement pour les élections présidentielles, militant ouvertement pour une candidature unique des gauches et des écologistes. Dans le cadre de négociations, il pourra maintenir sa candidature s'il est le candidat de rassemblement ou la retirer si quelqu'un d'autre apparaît à l'ensemble des forces progressistes mieux placé pour rassembler et gagner.

2/ Cette démarche doit être liée à un accord simultané pour les élections législatives qui permette à chaque force politique d'une part d'avoir le soutien actif de l'ensemble des autres partis dans les circonscriptions où elle présente un candidat et d'autre part d'obtenir un nombre de députés qui corresponde à son poids réel au sein du rassemblement.

C'est ainsi que nous éviterons la catastrophe politique et la probable désintégration durable des forces militantes s'il n'y a pas un représentant de la gauche au 2ème tour des présidentielles et pas assez d'élus de gauche aux législatives.

Une victoire des gauches et des écologistes redonnerait l'espoir au peuple et par conséquent rouvrirait la possibilité de créer une dynamique de transformation sociale visant à prendre le pouvoir à la bourgeoisie, même si cette prise de pouvoir n'est pas totale. C'est dans cette dynamique que notre parti pourra jouer tout son rôle de force de proposition, de force de lutte, car bien évidemment la lutte politique ne s'arrêtera pas aux élections.

Dominique Carré, Olivier Coux et Henri Marchesi, section de Montpellier.